

Pour une critique constructive des « Objectifs du millénaire pour le développement »

Cet article défend quatre idées principales :

(i) les « Objectifs du millénaire pour le développement » (OMD) formulés par l'Organisation des Nations unies constituent des conditions nécessaires, mais loin d'être suffisantes pour lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement, car les causes profondes des problèmes y sont totalement ignorées ;

(ii) l'annonce de la recherche de ces objectifs par les institutions internationales fonctionne comme une converture morale et un prétexte éthique pour approfondir davantage encore les politiques néo-libérales, destructrices des sociétés et créatrices de pauvreté ;

(iii) la poursuite de la stratégie néo-libérale, dont la lutte contre la pauvreté n'est que l'un des volets idéologiques, parmi d'autres, devient de plus en plus une guerre contre les pauvres ;

(iv) la plupart des économistes habituellement présentés comme sensibles à la dimension sociale du développement, voire comme des penseurs « critiques » du néo-libéralisme (tels, entre autres, les lauréats du prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, Robert Lucas, Amartya Sen...), ne proposent en fait aucune alternative à sa mise en œuvre, malgré sa condamnation par l'immense majorité des peuples du monde.

Des objectifs nécessaires, mais très insuffisants pour le développement

Il semble tout à fait impossible, pour un progressiste, de ne pas adhérer aux Objectifs du millénaire pour le développement. Comment pourrait-on en effet ne pas être favorable à la diminution de la pauvreté extrême et de la faim, à la réduction du taux de mortalité infantile et à l'amélioration de la santé maternelle, à la lutte contre des maladies comme le sida et le paludisme, à l'éducation primaire universelle et à l'égalité des hommes et des femmes, à la promotion d'un environnement durable et à la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement (1) ? Mais il est

Rémy Herrera

CNRS, France
(remyherrera@aol.com)

(1) Il s'agit des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement énoncés dans le rapport de l'ONU (2005).

difficile de se contenter de la modestie de leurs « cibles », fixées d'ici à... l'horizon 2015 ! Que signifie cet appel à la patience pendant encore près de 10 ans lorsque l'on sait qu'un être humain peut mourir de soif en quelques jours, de faim en quelques semaines, de diverses maladies consécutives à la malnutrition en quelques mois ? (Sans oublier que la misère touche aussi le Nord, où un sans-abri peut, durant l'hiver, mourir de froid en quelques heures). Alors combien de millions d'enfants disparaîtront d'ici à 2015 avant que ne soit réduite « de deux tiers » la mortalité infantile ? Combien de dizaines de millions d'individus décéderont-ils d'inanition dans l'attente d'une réduction « de moitié » de « la proportion de la population qui souffre de la faim » d'ici l'an 2015 ? Combien de centaines de millions de familles s'enfonceront-elles dans la misère en attendant la réduction « de moitié » de « la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour » ? Et qu'advient-il des autres pauvres, de ceux de la « mauvaise moitié » ou du « mauvais tiers » qui se seront encore appauvris ?

La faille majeure du rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement est qu'il ne s'intéresse pas au fond des problèmes relatifs aux blocages du développement. Sont tout spécialement évacuées de la discussion des questions aussi cruciales que, entre autres, celles de la structure de la propriété du capital et de la participation populaire aux principales décisions d'investissement ; des asymétries du système mondial capitaliste (liberté de circulation internationale du capital et des marchandises, mais immobilité ou mobilité très sélective du travail...) ; des armes de destruction massive et, en particulier, du nucléaire militaire ; des difficultés de l'accès aux nouvelles technologies, aux ressources énergétiques ou aux marchés financiers... De manière générale, et plutôt surprenante, la redistribution du revenu ou les droits à des conditions de vie et de travail satisfaisantes ne sont pas placées par l'ONU au cœur de ces propositions de lutte contre la pauvreté. Aussi, face à l'ampleur et à la gravité des problèmes du sous-développement, les mesures prévues sont-elles pleines de bonne volonté, mais dérisoires.

Un milliard de personnes dans le monde vivent à l'heure actuelle dans des bidonvilles, et ce nombre va sans cesse croissant dans la quasi-totalité des pays « en développement » : entre 1990 et 2001, de 199 à 253 millions en Asie du Sud, de 151 à 194 en Asie orientale, de 101 à 166 en Afrique subsaharienne, de 111 à 128 en Amérique latine et caraïbienne, de 49 à 57 en Asie du Sud-Est, de 29 à 41 en Asie occidentale, et même de 0,4 à 0,5 en Océanie ! Quelle solution faut-il adopter, selon les experts du rapport ? Des « mesures qui améliorent l'habitat dans les bidonvilles (2) ». Nous demandons, quant à nous : mais pourquoi pas la fin des bidonvilles ? On a le sentiment que, pour ces experts, l'important est de soulager la misère, de la rendre supportable par les pauvres, de la leur faire accepter – au moins pour « la moitié » d'entre eux (l'autre moitié est-elle condamnée à périr ?) – mais pas de la faire disparaître. Tant que ne seront pas envisagées de réelles

(2) Voir ONU (2005), p. 35.

solutions aux problèmes globaux qui sont ceux du système mondial capitaliste actuel, passant par une alternative au capitalisme néo-libéral, les bonnes résolutions resteront lettre morte et les vœux pieux du Millénaire reporteront la réalité du développement *sine die*. Car la stratégie choisie dans ce rapport – le néo-libéralisme : « poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, déréglementé et non discriminatoire » (3) – pour atteindre ces objectifs et lutter contre la pauvreté constitue le moyen le plus sûr de ne jamais les atteindre.

(3) *Ibid*, p. 38.

Couverture morale et prétexte éthique pour imposer le néo-libéralisme

Les Objectifs du millénaire semblent en effet surtout servir à fournir une couverture morale et un prétexte éthique pour continuer d'imposer les politiques néo-libérales, par-delà ce qu'il convient d'appeler l'échec généralisé de ces dernières, dans tous les domaines et sur tous les continents, de la Corée du Sud à la Russie, de l'Argentine à la Côte d'Ivoire et jusqu'à la Papouasie-Nouvelle-Guinée... Les mesures de lutte contre la pauvreté – qui ont pour ainsi dire évincé les politiques de développement au début des années 1990 – apparaît de plus en plus comme l'opportunité pour les forces dominantes du système mondial d'ouvrir de nouveaux débouchés dans des investissements et placements rentables pour leurs profits. Car le rapport sur les Objectifs du Millénaire contient une contradiction lourde. Du début à la fin, ses rédacteurs se trouvent contraints de faire le constat que le système capitaliste ne peut pas garantir spontanément, par le seul jeu de ses marchés, les besoins essentiels de la population (alimentation, santé) et ses libertés fondamentales (droit à l'éducation, droit au développement). Face à ce constat, et alors que l'on sait qu'existent au niveau global les ressources nécessaires à la réalisation *à court terme* de ces objectifs, ils reconnaissent dans le même temps le caractère indispensable de l'intervention de l'Etat, même s'il ne s'agit pour eux que d'actions étalées dans le temps et de portée limitée (par exemple, pour la scolarisation primaire, également assez souvent prioritaire pour la Banque mondiale). Mais une partie du problème réside dans le fait que les instruments des politiques économiques dont l'utilisation est recommandée (plans d'ajustement structurel, déréglementations, privatisations, libéralisation de la circulation des capitaux et des marchandises...) place l'Etat dans une position totalement soumise par rapport aux firmes transnationales de la triade Etats-Unis/Europe/Japon. Tel est le cas dans les domaines de la santé, où l'ONU propose que les actions soient menées « en coopération avec l'industrie pharmaceutique », et de l'information et de la communication, où l'accès aux nouvelles technologies doit se faire « en coopération avec le secteur privé » – domaines où les structures de marché sont oligopolistiques et où est privilégiée la maximisation du profit. C'est l'esprit même des recommandations du *Global Compact* (4) et de la « bonne gouvernance » (5).

(4) Cf. l'initiative de « partenariat public-privé pour le développement » prise par le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, à Davos, en 1999. Il s'agit d'une convention morale passée entre les milieux d'affaires et l'ONU pour « donner au marché globalisé un visage humain » en veillant à ce que des « valeurs et principes partagés » relatifs aux droits de l'Homme, à la législation du travail et à l'environnement, soient respectés par les transnationales. En réalité, ce deal aventureux permet à ces dernières de faire dépendre de leurs financements l'ONU et d'utiliser son « label » public et universel à des fins privées.

(5) Herrera (2004).

Depuis le début des années 1990 – soit l’époque où la Banque mondiale et le PNUD ont commencé à intégrer les critiques contre leur vision unilatérale (*i.e.* économiciste) du développement, avancées notamment par l’UNICEF – les deux institutions de l’ONU les plus importantes, le FMI et la Banque mondiale, prodiguent régulièrement à l’adresse de leurs pays membres des recommandations de « Good Governance ». Le FMI veut promouvoir une gouvernance couvrant « tous les aspects de la conduite des affaires publiques ». Applicable par les pays bénéficiant de ses prêts, son code de bonne gestion publique vise à rendre plus transparentes les décisions de politiques économiques, à accéder au maximum d’informations sur les finances publiques, normaliser les pratiques de contrôle et, depuis le 11-Septembre, à « combattre le financement du terrorisme » (6). Selon la Banque mondiale, la gouvernance doit « aller au-delà du dysfonctionnement du secteur public pour les aider à intégrer les réformes » afin d’améliorer l’allocation de ressources publiques.

(6) FMI (2003).

En dépit de l’indétermination des définitions, qui varient d’une organisation à l’autre (Banque asiatique de développement, Banque inter-américaine de développement, PNUD, mais également OCDE, BERD...), les objectifs réellement poursuivis sont convergents, clairs et passablement différents des belles intentions du Rapport du millénaire. Ce qui est en jeu, jusque dans les mesures destinées à lutter contre la pauvreté, c’est l’inflexion des politiques des Etats dans le sens de l’instauration des institutions les plus favorables à l’ouverture des pays du Sud aux marchés financiers globalisés. La bonne gouvernance consiste surtout à « libéraliser les systèmes de change, de commerce et de prix », à « limiter les prises de décision *ad hoc* » et à « éliminer les allocations directes de crédits » (7) par l’Etat ; en d’autres termes, la poursuite du néo-libéralisme, reflet du pouvoir hégémonique de la finance.

(7) FMI (2003).

Face à l’impossible résorption de la pauvreté par le néo-libéralisme et au refus de l’ONU de reconnaître l’urgence d’une alternative imposant à la dynamique du capital des limites extérieures à sa logique de profit maximum, la « bonne gouvernance » durcit la critique des « défaillances de l’Etat », pour l’inciter à « coopérer avec le secteur privé », selon les termes du Rapport sur les Objectifs du millénaire. D’où ce paradoxe d’appels lancés par les organisations internationales aux gouvernements nationaux pour qu’ils internalisent des politiques néo-libérales imposées de l’extérieur, au moment où les marchés financiers globalisés pénètrent en force les structures de propriété de leur capital. Gérer les *appareils* d’Etat du Sud directement depuis le centre du système mondial, en neutralisant leur *pouvoir* d’Etat, n’est-ce pas le secret de la *gouvernance idéale* ? Mais à quelle démocratie peuvent prétendre des Etats limitant l’expression de la souveraineté nationale à l’ouverture et la libéralisation des marchés et au paiement de la dette et de dividendes sur investissements étrangers ? L’échec de la *gouvernance globale* imposée par le G7, sous le leadership de la grande finance états-unienne, pour tenter de sortir le système mondial capitaliste de sa crise structurelle, est désormais patent.

De la lutte contre la pauvreté à la guerre contre les pauvres

Une série de questions s'impose à ce niveau du raisonnement : comment la grande finance – c'est-à-dire les plus puissants propriétaires du capital à l'échelle mondiale – maintient-elle aujourd'hui son pouvoir, et quelle est la caractéristique de celui-ci ? Son trait essentiel est, selon nous, la militarisation des Etats-Unis. La domination de la grande finance, principalement états-unienne, se prolonge par le recours à la force armée. Le système capitaliste, avec ses pillages, sa polarisation, son apartheid mondial, fonctionne de plus en plus directement par la guerre permanente que l'establishment états-unien a déclaré aux peuples du monde. Néanmoins, la face cachée de cette violence demeure encore les relations capitalistes de production, base de ce pouvoir. Nombreux sont maintenant celles et ceux qui savent que le vrai nom de la globalisation est l'impérialisme et que les guerres « préventives » sont le nouvel outil de cette logique de guerre globalisée des Etats-Unis contre les peuples. Nombreux sont ceux qui ont pris conscience du fait que la violence de ce système de pouvoir provoque un véritable génocide des plus pauvres dans les périphéries du Sud, par la violence visible des guerres impérialistes et par la violence invisible des relations sociales capitalistes. Mais l'hégémonie des Etats-Unis est en crise – en crise globale, et non pas seulement au niveau des points relativement faibles de la résistance anti-impérialiste, tout spécialement dans le monde arabo-musulman (Irak, Afghanistan) : la militarisation du néo-libéralisme, avec ses violations des droits des peuples au développement, sa négation du droit international et son mépris de l'ONU, est de plus en plus manifestement une impasse.

Serions-nous, dans ces conditions, face à une « fascisation » de l'impérialisme ? La réponse à cette question exige la plus grande prudence. Il se pourrait que la référence au fascisme ne soit pas nécessaire pour caractériser le cours actuellement pris par le système de domination de la finance états-unienne, et que le concept d'impérialisme suffise. On sait que l'impérialisme a toujours été violent et militarisé. Limitons-nous ici à constater que certains traits du fascisme classique, produit historique du capitalisme au XX^e siècle, se retrouvent dans la tendance actuelle de l'impérialisme états-unien, tels que la violence – systématique, systémique, convertie en modalité d'existence ; la manipulation des consciences par les médias pour intégrer les masses au projet destructeur des classes dominantes ; la croyance en une civilisation (ou nationalité) supérieure habilitée à diriger le monde... Remarquons cependant que le dogme de la réduction du rôle de l'Etat s'applique aujourd'hui partout, sauf aux Etats-Unis. Là-bas, l'Etat (un Etat dressé contre le service public) militarise l'économie ; la fiction d'un bipartisme de milliardaires s'est transformée en la réalité d'un parti unique, celui du capital. Mais comment ne pas voir que l'impérialisme et la polarisation Nord-Sud immanente à la dynamique

du capital représentent une lutte, de portée historique et d'échelle mondiale, de la grande finance contre les pauvres, d'une guerre qui ne dit pas son nom des plus grands propriétaires du capital contre les peuples. Prenons donc garde à la menace que fait peser sur tous les peuples ce nouvel impérialisme, au visage fascisant, mais souriant, parce qu'elle deviendra de plus en plus pressante à mesure que se renforceront les résistances populaires partout dans le monde.

Car cette guerre vise aussi, quoique dans de moindres proportions, les pauvres au Nord. Comme nous l'avons vu avec le cyclone Katrina aux Etats-Unis, le fossé qui sépare là-bas le peuple des élites est abyssal. Ce qu'a montré ce drame, c'est que l'*establishment* états-unien n'est pas uniquement en guerre contre les peuples du Sud, mais également contre les pauvres sur son propre territoire. On aurait pu penser que la guerre – illégale, illégitime, hideuse – que le gouvernement des Etats-Unis impose au peuple irakien allait souder les minorités pauvres états-uniennes autour de leur nation et de leur drapeau. Mais ces mêmes minorités ne vont sans doute pas oublier de sitôt la manière dont le président G.W. Bush a réagi face au désastre causé par le cyclone : une réaction de classe, d'un racisme chimiquement pur, abandonnant tout simplement à leur sort des dizaines de milliers de pauvres – dont beaucoup de Noirs – en Louisiane et au Mississippi pour l'essentiel. La seule « solution » qu'il trouva a été de leur envoyer l'armée, pour tirer à vue sur les « pillards »... C'est sur cette conception très singulière de la « démocratie » que les élites européennes atlantistes et néo-libérales entendent s'aligner.

Est-ce le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple que nous offrent nos élites du Nord ? Non, ce que nous avons, c'est un pouvoir en dehors du peuple, sans le peuple, contre le peuple, le pouvoir de la finance, c'est-à-dire le néo-libéralisme, forme moderne du capitalisme, avec sa « démocratie d'actionnaires » et son génocide des plus pauvres organisé par les forces capitalistes dominantes sur les marchés. Les mots d'Aimé Césaire n'ont jamais été autant d'actualité qu'aujourd'hui : « Il vaudrait la peine de révéler au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois (...) qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore, qu'Hitler est son démon, que s'il le vitupère, c'est par manque de logique, et qu'au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est pas l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, c'est l'humiliation de l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les Nègres d'Afrique. Et c'est là le grand reproche que j'adresse au pseudo-humanisme : d'avoir trop longtemps rapetissé les droits de l'homme, d'en avoir (...) une conception étroite et parcellaire, partielle et partiale et, tout compte fait, sordidement raciste. Au bout du capitalisme, désireux de se survivre, il y a Hitler (8). » Des marchés privés qui privent les pauvres de la satisfaction de leurs besoins essentiels (eau

(8) Césaire (1989), p. 12.

potable et produits alimentaires, vaccins et médicaments...) ne font pas autre chose que gérer leur génocide – par des ajustements de prix, prétendus rationnels, efficaces, optimaux...

Les « grands économistes » mobilisés dans la guerre contre les pauvres

Les débats entre différentes problématiques soulevées par les Objectifs du Millénaire pour le Développement

T.C. Schelling, nobélisé en 2005 (avec R.J. Aumann) pour ses « découvertes » en théorie des jeux, ancien consultant de la CIA et ex-collaborateur de la Rand Corporation qui influença notablement R. McNamara dans son escalade militaire durant la guerre du Viêt-nam, fit partie, en 2003, du groupe d'experts du « Consensus de Copenhague » sollicités pour évaluer les Objectifs du Millénaire et le rapport de l'ONU. Ses conclusions recommandent de rétrograder l'incitation à la diminution des gaz à effet de serre dans la hiérarchie des priorités de l'ONU (après avoir appuyé quelques années plus tôt la non-ratification du protocole de Kyoto par les Etats-Unis), mais également, entre autres, et dans un contexte de promotion de la libéralisation des échanges, de protéger le système des brevets des firmes transnationales pour la production sous licence de médicaments contre le sida et de recourir aux OGM pour lutter contre la malnutrition.

On pourrait penser que Schelling est une exception. Les prises de position d'autres grands économistes, lauréats du prix Nobel d'économie ou non, n'ont pourtant rien à lui envier. O. Williamson, qui nous avait déjà appris que les « contrats privés » issus de transactions entre individus ont été rationnels et efficaces à chaque période de l'histoire (9), revendiquait, encore tout récemment, la paternité et surtout la validité des « réformes institutionnelles » d'un autre consensus, celui de Washington (10). Rien moins que révisionnistes ou négationnistes, les analyses de l'esclavage capitaliste faites par W. Fogel (prix Nobel 1993) (11) rappellent le chemin qui reste à parcourir avant que nos bourgeoisies acceptent d'ouvrir le débat sur ce qu'elles ont fait et font encore subir aux peuples du Sud. On se souvient aussi que pour M. Friedman (prix Nobel 1976), l'intervention de l'Etat au-delà des services éducatifs offerts par le marché « n'est pas nécessaire » et conduit à un système « beaucoup plus mauvais que celui qui se serait développé si la coopération [le marché] avait continué à jouer un rôle croissant » (12). Sans oublier F. von Hayek (Nobel 1974), dont les thèses ultra-libérales sont trop connues pour que l'on y revienne ici. G. Becker (prix Nobel 1992), professeur à Chicago et connu en particulier pour ses travaux théoriques sur le « capital humain », déclara quant à lui que l'engagement des Chicago Boys derrière le général Pinochet fut « rétrospectivement, l'une des meilleures choses qui soient arrivées au Chili », et qu'il était lui-même fier d'avoir été l'un de leurs inspireurs (13).

(9) Williamson (1975).

(10) Cf. le discours prononcé par Williamson lors de la conférence de l'Asociación nacional de Economistas de Cuba en février 2004 à La Havane. Voir le site de la revue électronique de l'ANEC, *El Economista*.

(11) Selon Fogel (1964), le rapport entre le propriétaire de plantation et son esclave était un échange volontaire, sous-tendu par un « contrat implicite » ; le premier offrait des « biens collectifs » pour lesquels il n'existe pas de marché, contre quoi la rémunération de ces services prit des formes institutionnelles destinées à empêcher tout comportement de « passager clandestin » de la part du second.

(12) Friedman (1986), p. 197.

(13) Becker (1997).

- (14) Barro (2004).
- (15) Barro (2004), p. 105-106.
- (16) Barro (2004), p. 46.
- Dans le même esprit, R. J. Barro, qui n'est que nobélisable, déclare dans son dernier ouvrage (14) : « Il ne fait aucun doute que les remarquables performances économiques du Chili ont été dues aux réformes libérales mises en œuvre par l'administration du général Pinochet au cours de la période 1973-1989 (...) Personne n'a fait plus que lui pour démontrer la supériorité du capitalisme sur le socialisme. Il est heureux qu'une cour de Justice ait décidé que l'ancien général ne pouvait pas, en raison de son mauvais état de santé, être jugé pour de prétendus crimes (15). » Et d'ajouter à propos de la lutte contre le sida en Afrique : « Les grandes sociétés pharmaceutiques [celles-là même avec lesquelles les experts du Rapport sur les Objectifs du millénaire recommandent de collaborer] ont cédé aux pressions pour fournir à moindre coût des médicaments contre le sida, mais cette bonne volonté découle du désir de certains gouvernements de s'emparer des actifs des sociétés pharmaceutiques (...) c'est une idée néfaste d'enlever sa rentabilité à la production de médicaments (...) il serait mieux que le monde fasse en sorte que les firmes innovatrices dans le domaine des médicaments soient bien récompensées financièrement (16). »

Les « grands économistes » critiques, mais pro-systémiques

La nature authentiquement réactionnaire de l'idéologie de certains lauréats du prix Nobel est cependant une chose assez connue. Ce qui l'est moins, en revanche, c'est la compatibilité avec le néo-libéralisme des théories formulées par certains autres « grands économistes », aussi nobélisés, mais habituellement présentés comme des « critiques du système ». Examinons brièvement les exemples de Joseph Stiglitz, Robert Lucas, Douglass North, Amartya Sen, soit quatre économistes *light* ou *soft* de notre époque, qui ont su « surfer » avec habileté et popularité sur la vague de protestations contre le « capitalisme sauvage » et d'exigences de « régulation » par de nouvelles interventions de l'Etat pour un « système capitaliste à visage humain ». Nous voudrions souligner ici le profond malentendu qui s'est répandu à ce sujet, car aucun de ces théoriciens ne recommande de reconstruire un Etat de bien-être (*welfare*), ni de modifier la structure de propriété du capital en faveur du secteur public, pas plus que de mener une politique de redistribution de revenus et de promotion des services publics, et encore moins une planification efficace du développement par l'Etat. Leurs arguments se déploient toujours, malgré les subtilités et nuances, dans le cadre strict d'une représentation d'un Etat totalement soumis au marché, au service des propriétaires privés et forces dominantes du système mondial capitaliste, aidant par tous les moyens dont il dispose à l'accumulation du capital.

J. Stiglitz (prix Nobel 2001) était encore « économiste en chef » à la Banque mondiale lorsque fut publié le rapport sur le « savoir au service du développement » (17), qui nous en apprend un peu plus sur ce que peut vouloir dire « coopérer avec le secteur privé » en matière d'information et

(17) Voir Banque mondiale (1999).

de télécommunications : privatiser (« il faut adopter un régime réglementaire qui favorise la concurrence [et qui devra] précéder la privatisation ») ; démanteler la recherche publique pour la soumettre aux lois du marché (« transformer les instituts de recherche en sociétés par actions, inciter les entreprises à traiter directement avec les laboratoires publics ») ; promouvoir l'éducation privée (« inciter le secteur privé à investir massivement dans l'enseignement supérieur »..., quitte à « aider les pauvres à payer leurs études »). Ce rapport de la Banque mondiale s'inscrivait donc dans la série de ceux, traitant de l'infrastructure, la gestion de l'environnement, l'investissement dans la santé ou des dividendes de la paix..., qui appuyaient les firmes transnationales minières en les assurant contre le risque de nationalisation et en prenant en charge des infrastructures-clés ; l'exploitation forestière à outrance pour l'exportation ; les coupes dans les budgets publics de protection sociale ; la continuité du remboursement de la dette des pays du Sud par leur désarmement après avoir ouvert de juteux débouchés pour les complexes militaro-industriels du Nord.

Un tel discours est en phase avec celui de la théorie dite de la « croissance endogène », qui présente cette étrangeté qu'au moment où elle reconnaît le rôle moteur du savoir dans la croissance, nie en lui sa nature de bien commun de l'humanité, sa dimension sociale de partage, pour le réduire à une marchandise. Telle est la contradiction dans laquelle s'est enfermée R. Lucas (prix Nobel 1995), connu pour ses travaux sur le rôle du capital humain dans la croissance. Selon cet auteur, l'Etat n'est mobilisé que pour aider la marchandisation de biens publics (savoir, formation, information, infrastructures...) et l'accumulation privée dans la seule logique du profit. Comme la théorie du capital humain de Becker était une « machine de guerre » contre l'éducation publique, l'éducation à la Lucas repose sur une décision allocative de l'agent privé et s'adresse à ce seul individu, allant à l'encontre de l'essor de l'éducation publique. Cette thèse est tout à fait compatible avec le projet néo-libéral. Lucas figurait d'ailleurs, aux côtés de Friedman et Becker, parmi les économistes « soutenant avec enthousiasme le programme économique de George W. Bush » en 2000 (18). L'Etat devrait intervenir pour réguler le marché, contre le service public, au profit du capital transnational, lequel reste maître du jeu. Mais à bien y réfléchir, face aux crises de la mondialisation financière, un économiste lucide comme Stiglitz ne réagit pas autrement : ne propose-t-il pas lui aussi une « régulation » (des flux financiers) ?

Amartya Sen (lauréat du prix Nobel en 1998) est traditionnellement présenté comme étant l'un des théoriciens les plus critiques vis-à-vis du système et parmi ceux proposant « une autre voix » pour lutter contre la pauvreté. Son analyse, qui recourt au concept de « capacités » notamment, se concentre surtout sur la faiblesse des actifs (capital humain) des pauvres, les empêchant de sortir de leur pauvreté grâce à une insertion sur les marchés. En réalité, les réflexions de Sen, dont l'influence a été considérable sur

(18) Voir le site du Ludwig von Mises Institute : <http://www.mises.org>.

les travaux du PNUD et d'autres institutions de l'ONU relatifs au « développement humain », apparaissent, par-delà le « renouvellement » de l'appareillage conceptuel (les *capabilities*, le *well being* plutôt que le *welfare*, les fonctions de conversion...), comme un décalque de la théorie économique néo-classique dominante (plus précisément de la microéconomie de l'équilibre général et de l'individualisme méthodologique), et ses propositions – lorsqu'il y en a, sous le discours éthique « liste », souvent fort confus – rejoignent tout à fait celles de bonne gouvernance formulées, entre autres, par la Banque mondiale. Obnubilé par l'individu et ses possibilités de (capacités à) choisir, Sen néglige systématiquement, ou presque, la question de la redistribution des ressources entre groupes sociaux composant la société. De la même manière que Stiglitz et Lucas, et tant d'autres avec eux, y compris parmi les économistes néo-institutionnalistes (North, Williamson...), Sen se perd dans la *fiction* de la liberté de choix individuel des agents, si intimement liée à celle d'une « démocratie » qui sait taire les effets de domination de classes et de nations et la violence des rapports de force entre *exploiteurs et exploités* – c'est-à-dire l'une des contradictions fondamentales du système mondial capitaliste depuis ses origines les plus lointaines.

Conclusion

Les Objectifs du millénaire pour le développement et les conditions d'une bonne gouvernance seront recherchés en vain aussi longtemps qu'il ne seront pas levés les *obstacles structurels* interdisant à la grande majorité des pays du Sud de mettre en œuvre leurs droits au développement et à la démocratie. Le néo-libéralisme doit être abandonné sans délai pour qu'il puisse être envisagé de régler le problème de la dette, de mettre fin à la domination de la spéculation financière et de contrôler plus strictement les activités des transnationales à l'origine d'échanges inégaux. Plus fondamentalement, et politiquement, les Objectifs énumérés par l'ONU ne seront atteints qu'à la condition démocratique que « le pouvoir soit au peuple ».

La réduction de la pauvreté, de la mortalité infantile et de la malnutrition, la promotion de l'éducation, du rôle des femmes et de la coopération internationale sont quelques-unes des tâches auxquelles s'est attelée la « révolution bolivarienne » qui est actuellement en cours au Venezuela, avec de notables succès dans chacun de ces domaines. Des « missions sociales », lancées pour la plupart depuis le second semestre 2003, concernent en effet l'éducation (*misión Robinson 1* qui alphabétisa en un an plus d'un million de personnes, *Robinson 2* pour l'éducation primaire, *misión Ribas* pour le secondaire et *misión Sucre* pour l'Université), la santé, l'alimentation, l'emploi, autant de droits inaliénables du peuple. Les indicateurs de santé du pays se sont déjà améliorés grâce à la *misión Barrio Adentro* (« à l'intérieur du quartier »), programme de « médecine générale intégrale », gratuit et matérialisé par un réseau d'« hôpitaux du peuple » et de centres de soins

médicaux, dentaires et optiques, pour lequel près de 20 000 médecins cubains sont actuellement mobilisés, des bidonvilles de Caracas jusqu'aux régions les plus reculées. Le taux de mortalité infantile est passé sous la barre des 20 ‰ dans presque tout le pays (alors qu'il est encore de 35 ‰ au Brésil !). Ces efforts sont articulés sur la *misión Mercal* de lutte contre la faim, assurant à 10 millions de personnes un approvisionnement alimentaire à bas prix dans des magasins subventionnés et gérés par l'Etat. Le programme « protection maximale » et les « cantines populaires » distribuent à un demi-million de pauvres, gratuitement, repas, conseils d'hygiène, activités culturelles, et offrent le gîte, si nécessaire.

En quelques mois, la révolution a divisé par deux le nombre de personnes sans eau potable. À Caracas, la violence recule peu à peu. Plusieurs plans pour l'emploi (*Vuelvan Caras, Piar...*) et la création de banques destinées aux pauvres complètent ce dispositif, dans l'industrie, les services, l'infrastructure, les coopératives... Des terres, jusque-là inexploitées, ont été distribuées à plus de 10 000 familles modestes rurales (*ley de tierras*) et urbaines (*misión Vivienda* pour la construction de logements). Le but visé est l'essor de la participation démocratique du peuple aux processus de décision et le respect de son droit au développement, en refusant de pousser l'Etat national à déréguler les marchés, c'est-à-dire à les reréguler par les seules forces du capital qui domine le monde. Les experts de l'ONU gagneraient peut-être à s'inspirer de cette expérience sociale, démocratique, bien concrète et actuelle, sans attendre l'échéance de 2015 !

Références bibliographiques

- | | |
|---|--|
| Banque mondiale (1999), <i>1999 Development World Report</i> , Washington D.C. | Fogel W. (1964), <i>Without Consent or Contract : Rise and Fall of American Slavery</i> , Norton. |
| Barro R. J. (2004), <i>Rien n'est sacré</i> , Economica, Paris. | Friedman, M. (1986), <i>Free to Choose</i> , Penguin Books. |
| Becker G. (1997), « Latin America Owes a Lot to Its 'Chicago Boys' », <i>Business Week</i> , article du 9 juin, disponible sur internet sur le site de la <i>Hoover Institution</i> . | Herrera, R. (2004), « Good Governance against Good Government ? », <i>Rapport rédigé pour la 60^e session de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU</i> , juillet, Genève. |
| Césaire A. (1989), <i>Discours sur le colonialisme</i> , Présence africaine, Paris. | ONU (2005), <i>Objectifs du Millénaire pour le Développement – Rapport 2005</i> , New York. |
| FMI (2003), <i>Good Governance : The IMF Role</i> , Washington D.C. | Williamson O. (1975), <i>Markets and Hierarchies</i> , Free Press, MacMillan. |